

État de la recherche sur les langues officielles dans le secteur des arts, de la culture et des médias

Perspective gouvernementale

La culture est au cœur de l'identité des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Pour Patrimoine canadien, la rétention d'artistes professionnels, la création et le maintien d'infrastructures culturelles et l'organisation d'événements rassembleurs sont autant de défis à relever.

Voici des exemples des principaux projets au sein desquels Patrimoine canadien a été directement impliqué depuis 2008. Cette série de projets a, entre autres, permis de jeter un éclairage sur les différents défis et enjeux identifiés par les acteurs du secteur des arts et de la culture.

Secteur culturel

Les célébrations entourant le 400^e anniversaire de la ville de Québec furent sans contredit un événement phare pour toute la communauté francophone du Canada. Berceau de la culture franco-canadienne, Québec a accueilli, pendant toute l'année 2008, des visiteurs de partout au pays et de nombreuses communautés ont marqué l'événement à leur façon, dans leur région.

Créée dans le but de permettre aux communautés francophones et acadiennes du pays de célébrer avec les Québécois et Québécoises les 400 ans de la présence française continue en Amérique, la tournée pancanadienne *Francoforce* a donné à tous les francophones du Canada un point de ralliement et une occasion de se rassembler et célébrer leur francophonie. La tournée a permis de faire connaître à l'ensemble de la population et aux médias le savoir-faire, la vitalité, la modernité, la diversité et l'excellence artistique de la francophonie canadienne. Avec 45 000 participants, 53 jours de programmation, 500 entrevues radio et télévision, 150 articles de journaux, 366 différentes manifestations artistiques, 23 heures d'entrevues avec 41 personnalités de la francophonie canadienne et 100 projections cinématographiques, *Francoforce* s'avère le plus important projet culturel pancanadien de l'histoire de la francophonie canadienne.

À Terre-Neuve-et-Labrador, l'Association régionale de la côte Ouest inc. a mis de l'avant « *Île à Île* », un projet pour célébrer les liens culturels entre les communautés francophones des Îles de la Madeleine et la péninsule de Port-au-Port à Terre-Neuve-et-Labrador. Musiciens, artistes, danseurs et artisans québécois ont offert spectacles et ateliers pour les jeunes et les moins jeunes, tissant des liens entre les deux communautés. Ce projet interprovincial a permis de briser l'isolement de la communauté franco-terre-neuvienne, de mettre à l'avant-plan les points communs des deux communautés et d'encourager les échanges culturels et les possibilités de partenariats.

Dans le cadre du centenaire de Saint- Boniface, Patrimoine canadien s'est associé aux Entreprises Riel, au gouvernement manitobain et à la Ville de Winnipeg pour l'organisation de *Célébrations 2008*. Un comité directeur composé de représentants communautaires a ainsi pu concevoir une programmation inclusive qui a sensibilisé les communautés francophones et anglophones à la valeur ajoutée du fait français au Manitoba. Près de 30 organismes et entreprises de la région ont inclus le thème de Célébrations 2008 dans leur programmation, et plus de 200 bénévoles ont participé à l'organisation des 35 événements. Outre le rapprochement entre les organismes et entreprises de la communauté, *Célébrations 2008* peut s'enorgueillir de projets de lègues qui ajoutent au sentiment de fierté et d'appartenance : le Jardin des sculptures, le parc Elzéar-Goulet, les trois stations du circuit littéraire Gabrielle-Roy et les cabanes du Marché de Noël sont autant de réalisations qui viennent renforcer la capacité communautaire en matière de tourisme.

Au Nouveau-Brunswick, le bureau régional de Patrimoine canadien, en collaboration avec le ministère du Mieux-être, de la Culture et du Sport du Nouveau-Brunswick, a soutenu *Destination arts et culture*, une initiative lancée par le Conseil provincial des sociétés culturelles. Découlant des recommandations des États généraux des arts et de la culture dans la société acadienne du Nouveau-Brunswick, l'initiative visait l'aménagement culturel du territoire par le biais d'une recherche-action dans trois lieux différents offrant un cadre pour étudier de nouveaux modèles de gestion et d'organisation du secteur culturel. Trois projets ont été sélectionnés, soit ceux de la Société culturelle Sud-Acadie, du Conseil de développement culturel Chaleur et celui des Îles acadiennes, porté par la ville de Lamèque. Les organismes impliqués dans la recherche ont bénéficié d'un encadrement pour la coordination des activités de formation – planification stratégique, demandes de financement et action politique –, assurant un développement des compétences du personnel impliqué. Les projets pilotes retenus ont sensibilisé de nombreux intervenants au concept d'aménagement culturel du territoire, tout en renforçant les liens sociaux dans les trois milieux d'accueil.

Médias

Dans le secteur des médias, le Ministère a appuyé plusieurs radios communautaires soit dans l'obtention de permis ou la mise à niveau d'équipement. **La radio communautaire est un outil rassembleur qui valorise la culture et la langue de sa région.** Elle offre l'occasion de découvrir des artistes qui ne sont pas dans le circuit commercial et son ancrage dans la communauté lui permet de transmettre de l'information culturelle et sociale pertinente à la collectivité. La radio communautaire crée des liens entre les différentes communautés par le biais d'échanges d'émissions.

Le Ministère a ainsi soutenu la radio communautaire francophone d'Ottawa pour l'obtention d'une fréquence qui lui permettrait de diffuser sa propre programmation dans la langue de la minorité dans la région d'Ottawa et de l'Est ontarien. Il a également contribué au financement de la dernière phase d'implantation – aménagement des studios de diffusion – de la radio Victoria, en Colombie-Britannique. Dans le cas de radios déjà

établies, le Ministère a soutenu l'achat d'équipements pour CIVR à Yellowknife dans les Territoires du Nord-Ouest, ainsi que pour CIMS à Balmoral, au Nouveau-Brunswick.

Le Ministère a récemment soutenu la création de deux fonds : le *Fonds des médias du Canada* et le *Fonds interactif du Canada*. Le premier (FMC) se veut un partenariat public-privé qui accorde du financement pour la création de contenu numérique convergent pour la télévision dans les deux langues officielles et dans des langues autochtones, ainsi que pour la création d'applications et de contenu non linéaire de pointe conçus pour diffusion sur de multiples plateformes. Le second (FIC) accorde, quant à lui, du financement pour la création en ligne d'applications et de contenu interactifs canadiens élaborés par les communautés de langue officielle en situation minoritaire, les Autochtones, les organismes ethnoculturels et les autres organismes culturels sans but lucratif.

Arts et Culture

L'accès aux arts et à la culture dans la langue de la minorité favorise une meilleure participation de la collectivité à la vitalité communautaire tout en développant le sentiment d'appartenance. C'est dans cette optique que le Ministère s'est joint au gouvernement manitobain dans la construction du nouveau théâtre du Cercle Molière. Ce projet d'infrastructure procure à la seule troupe francophone professionnelle du Manitoba un nouvel espace à la fine pointe de la technologie et un lieu de rassemblement pour la communauté francophone de la région. Le nouveau théâtre, situé directement au nord du Centre culturel franco-manitobain, procure une visibilité exceptionnelle qui crée une synergie remarquable. En plus du Cercle Molière, le Théâtre de la Chapelle a déménagé dans le théâtre, ce qui assure une programmation diversifiée dans un seul lieu et aide les artistes manitobains à développer leur art et à se faire connaître. La première saison dans l'enceinte du nouveau théâtre s'est ouverte à l'automne 2010.

En 2008-2009, Patrimoine canadien s'est également investi dans le domaine des diffuseurs avec un financement pluriannuel en 2010-2011 et 2011-2012 au Réseau des Grands Espaces (RGE). Le RGE, un réseau de diffusion des arts de la scène pour les communautés francophones de l'Ouest et du Nord, a comme mission de rehausser le potentiel de tournée des artistes francophones, d'assurer la représentation de l'Ouest et du Nord aux tables nationales, et de contribuer à la professionnalisation des diffuseurs et des réseaux de diffusion provinciaux francophones. Les résultats prévus sont la professionnalisation des diffuseurs, la diversification des expériences artistiques et l'accès facilité à cette diversité pour les communautés francophones de l'Ouest et du Nord du pays.

Fonds de développement culturel

Lancé en mars 2009 et mis en œuvre dès 2009-2010, le **Fonds de développement culturel vise à appuyer et à renforcer l'action culturelle et artistique des communautés de langue officielle en situation minoritaire**. Le Fonds, découlant de la Feuille de route pour la dualité linguistique 2008-2013, bénéficie d'une enveloppe de 14 millions de dollars sur quatre ans (3,5 millions de dollars par année). Il permet d'appuyer les organismes communautaires et les gouvernements provinciaux et territoriaux dans la mise en œuvre d'initiatives structurantes à caractère culturel, artistique ou patrimonial au profit du développement des communautés francophones et anglophones en situation minoritaire. Sa mise en œuvre a fait l'objet de consultations et de démarches de concertation auprès des intervenants culturels et artistiques concernés, d'autres programmes ministériels d'appui à la culture et des représentants des gouvernements provinciaux et territoriaux. Cette approche a permis de préciser les grandes orientations du Fonds au profit du développement des communautés. **Le Fonds de développement culturel permet de mieux répondre aux besoins des communautés francophones et anglophones en situation minoritaire pour qui la culture constitue un outil essentiel de développement et de construction identitaire. Il vise par ailleurs à promouvoir la contribution de ces communautés à l'enrichissement culturel et artistique du Canada.**

Deux appels de projets ont été lancés en 2009-2010; près de 160 demandes de toutes les régions du pays ont été déposées pour la réalisation d'initiatives touchant le rayonnement, la promotion et la diffusion de plusieurs disciplines artistiques (théâtre, chanson, musique, arts visuels, arts médiatiques, littérature, danse, etc.). Le nombre de demandes de financement déposées témoigne de l'intérêt des organismes communautaires et des gouvernements provinciaux et territoriaux pour ce nouveau sous-volet des Programmes d'appui aux langues officielles.

Au Québec, le Youth Employment Services (YES), un organisme qui offre des services de recherche d'emploi et de soutien aux travailleurs indépendants issus des communautés d'expression anglaise de la province, a lancé une initiative visant à offrir un soutien aux jeunes artistes émergents et aux travailleurs du secteur culturel. L'événement, qui s'est tenu à Montréal, a permis à 42 jeunes anglophones de présenter leur travail à près de 1 000 intervenants des secteurs des arts et des affaires. Le projet, mis sur pied en collaboration avec la Quebec Drama Federation (QDF) et le English Language Art Network (ELAN), a ainsi permis aux participants et à la communauté de mieux connaître les occasions d'emploi et les services disponibles.

De son côté, la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FFTNL) a lancé un projet de rayonnement des artistes et artisans francophones de Terre-Neuve-et-Labrador. Le réseau culturel de la FFTNL a ainsi identifié une série d'activités de rayonnement local, provincial, régional et national auxquels ils ont assuré la présence et la pleine participation des artistes et artisans acadiens et francophones de la province. À titre d'exemple, ils ont organisé le Coup de cœur francophone 2009, l'Atelier en chanson française et le volet francophone des activités associées aux Prix Junos 2010 (qui ont eu lieu à St. John's). Les communautés francophones et le public francophile ont

profité de ces occasions pour voir, écouter et mieux connaître ce que ces artistes et artisans ont à offrir au public canadien. Ces activités ont soutenu le développement des compétences locales, tant pour les artistes que pour les techniciens et les gestionnaires artistiques francophones, et ont permis de créer des partenariats entre les deux communautés linguistiques officielles du Canada.

Recherche récente dans le domaine des arts et de la culture

Arts

Les Canadiens aiment et soutiennent les arts. Plus de 10,8 millions de Canadiens assistent chaque année à des spectacles donnés par des artistes professionnels¹. Environ 72 % des Canadiens s'entendent pour dire que les arts et la culture contribuent grandement à leur qualité de vie². De plus, 91 % des Canadiens croient que le gouvernement devrait soutenir les arts et la culture³.

Enjeux, défis et obstacles/contraintes en matière de recherche et de sources de données

Le gouvernement du Canada, par l'entremise de PCH, fait des investissements stratégiques dans les arts pour assurer la contribution maximale de ces derniers à la vie économique et sociale des Canadiens. Il reconnaît que les Canadiens de partout au pays (des zones rurales ou urbaines, d'origines autochtones ou autres, ainsi que des deux langues officielles) peuvent accéder et participer à une vaste gamme d'activités artistique. La recherche sur l'accès et la participation permet de s'assurer que les programmes et les politiques de PCH donnent des résultats positifs à ce chapitre.

La vigueur et la viabilité du secteur canadien des arts (arts du spectacle et arts visuels) sont essentielles à l'accès et à la participation des Canadiens à la culture canadienne. Des recherches sont menées régulièrement par le Ministère, non seulement pour comprendre les besoins de nos clients, mais aussi pour examiner comment les nouvelles conditions économiques et les occasions sociales entraînent des changements dans le secteur des arts. La recherche permet d'assurer que les efforts déployés par le Ministère pour soutenir ce secteur correspondent le mieux possible à ses besoins. Le Ministère effectue des recherches afin de comprendre la réalité actuelle du domaine des arts au Canada, et ce, en partenariat avec d'autres organismes et intervenants, si possible, pour enrichir sa capacité de recherche. Par exemple, en collaboration avec le Conseil des

¹ Hill Stratégies, Factors in Canadian's Cultural Activities, http://www.hillstrategies.com/docs/Factors_in_Cultural_Activities.pdf, février 2008. Nota : L'analyse de Hill Stratégies est fondée sur les données de Statistique Canada.

² Phoenix SPI, Les arts et le patrimoine au Canada : enquête sur l'accessibilité et la disponibilité (octobre 2007)

³ Phoenix SPI, Les arts et le patrimoine au Canada : enquête sur l'accessibilité et la disponibilité (octobre 2007)

Arts du Canada et le Conseil des arts de l'Ontario, le Ministère travaille avec Hill Stratégies pour examiner des sujets particuliers relatifs aux arts au Canada. En 2009-2010, Hill Stratégies a produit des rapports sur les artistes dans les grandes villes, les artistes dans les petites villes et les municipalités rurales, les donateurs du secteur canadien des arts et les bénévoles canadiens œuvrant dans le domaine des arts. Grâce à ce contrat de recherche, des analyses approfondies ont été faites sur des données de base vitales relatives aux artistes canadiens. Les résultats de ces analyses, qui n'existeraient pas autrement, sont diffusés au sein du secteur canadien des arts. De plus, le Ministère entretient depuis longtemps une relation avec *Le monde des affaires pour les arts*, qui publie un rapport annuel sur les tendances financières des organismes importants des arts de la scène au Canada. Le monde des affaires pour les arts produit un rapport annuel sur les organismes des arts de la scène depuis 1976. Le rapport fournit des renseignements de base importants sur les artistes et les organismes artistiques au Canada, et fait état des tendances à long terme relativement à la participation, à l'emploi et à la situation financière du secteur des arts.

Le Ministère reconnaît également que la récente crise économique a eu une incidence sur le secteur des arts, et a donc entrepris de mettre en place des outils qui lui permettront de faire le suivi des répercussions sur ses clients. Cette recherche s'effectue au moyen de méthodes officielles et non officielles. Le Ministère se tient au courant de la situation des organismes artistiques individuels en faisant le suivi des reportages des médias sur les organismes touchés et en communiquant avec les représentants nationaux des diverses disciplines. Il a aussi commencé à recueillir de l'information publiée par les représentants des disciplines et des secteurs, y compris des enquêtes publiées par la Performing Arts Alliance et le Conference Board du Canada. Cette recherche indique que la crise économique a eu des répercussions négatives sur la culture et les arts, mais que les organismes artistiques canadiens poursuivent leurs activités (tout en prenant des mesures pour réduire la durée des saisons de programmation et le personnel administratif, entre autres). Grâce à ces projets de recherche, le Ministère peut mieux répondre aux besoins continus du secteur des arts et fournir une source de données essentielle à ses clients. Comme ces projets de recherche sont de longue durée, il est possible de reconnaître et d'analyser les tendances du secteur – une source de données qui n'existeraient pas autrement.

Médias

À la suite d'une décision du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), de nombreuses stations de télévision locales canadiennes qui diffusent par ondes hertziennes passeront de l'analogique au numérique d'ici le 31 août 2011.

Le Ministère a entrepris un projet de recherche d'opinion publique en décembre 2010 afin de déterminer l'impact qu'aura le passage de la télévision analogique à la télévision numérique sur les communautés de langue officielle en situation minoritaire. De plus, le but était d'évaluer les perceptions de ces communautés à l'égard de la perte de

l'accès au radiodiffuseur public national par le biais des signaux de télévision par la voie des ondes.

L'étude a suggéré qu'il est peu probable que la fin du signal analogique par la voie des ondes ait un impact important sur les communautés de langue officielle en situation minoritaire, que ce soit du côté francophone ou anglophone. D'abord, il y a très peu de téléspectateurs qui regardent des émissions de télévision à l'aide d'un signal analogique par la voie des ondes. En outre, un encore plus petit nombre de répondants indiquent que la fin au signal analogique par la voie des ondes aura un impact sur leur capacité à préserver leur culture, à demeurer informés ou à continuer à se divertir. Plusieurs de ces personnes se tourneront probablement vers un service de radiodiffusion payant ou elles remplaceront la télédiffusion à laquelle elles n'ont plus accès par un autre média. Par conséquent, l'impact global du passage de l'analogique vers le numérique sera probablement négligeable.

Besoins en recherche à Patrimoine canadien

Les recherches prévues pour 2010-2011 visent à faire en sorte que le Ministère soit le mieux outillé possible pour relever les défis actuels et saisir les occasions futures dans le domaine des affaires culturelles. Les principales questions à explorer et les projets de recherche à mener comprennent les suivants :

- Une prolongation du contrat avec Hill Stratégies pour la prestation de rapports statistiques qui fourniront une analyse approfondie fort utile de données statistiques sur des sujets relatifs aux arts. Les sujets analysés seront pertinents pour la Direction générale de la politique des arts et les résultats seront largement diffusés dans le secteur canadien des arts. Les renseignements peuvent comprendre de l'information sur les statistiques et sur les tendances relativement aux habitudes de dépenses des consommateurs canadiens, de même que sur les caractéristiques des activités culturelles canadiennes;
- La recherche continuera de s'articuler autour de l'analyse de données économiques et sociales liées au rôle des arts dans la vie des Canadiens, tout particulièrement des données provenant de l'Enquête sur les arts d'interprétation, produite annuellement par *Le monde des affaires pour les arts*;
- De plus, la récente crise économique a joué un rôle important dans les activités de la Direction générale et de ses clients du secteur des arts, notamment en ce qui a trait au projet d'investissement de deux ans du Plan d'action économique au *Fonds du Canada pour les espaces culturels* et au *Fonds du Canada pour la formation dans le secteur des arts*. La Direction générale de la politique des arts continuera à recueillir de l'information sur les répercussions économiques de la récession sur le secteur des arts, et ce, à partir d'une variété de sources de données, dont les rapports du secteur privé. Elle répondra aussi à une série de demandes de données provenant de Statistiques Canada sur le personnel œuvrant dans le domaine des arts et sur le registre des organismes artistiques;

Préoccupations en matière de recherche dans ce domaine

La recherche permet au Ministère d'être mieux placé pour faire face à l'environnement en constante évolution de l'industrie des arts, pour laquelle les nouvelles compétences, les nouveaux talents et les questions de durabilité revêtent une importance capitale. En raison des fluctuations économiques récentes, il faut entreprendre plus de recherche pour comprendre les répercussions de cette situation sur les artistes et les organismes artistiques, ainsi que les mesures de redressement qu'ils ont prises. Le Ministère continuera à suivre de près la santé et l'équilibre financier des organismes artistiques touchés par la récession économique, particulièrement dans les provinces où il y a eu des compressions importantes dans les programmes de soutien aux arts. Ce genre de recherche mettra en évidence les tendances relatives à la viabilité du secteur des arts, et peut offrir des suggestions quant aux répercussions de l'attribution des programmes du Ministère. L'examen de ces questions permettra de renforcer et de mieux guider l'élaboration de programmes et de politiques. Partout dans le monde, les domaines des arts, de la culture et du tourisme culturel sont de plus en plus considérés, par les secteurs public et privé, comme des forces motrices de l'économie inventive et innovatrice du XXI^e siècle. Au Canada, les ordres de gouvernement provincial, territorial et municipal reconnaissent aussi l'importance d'encourager l'épanouissement du secteur des arts et de la culture, comme en témoignent certaines annonces provinciales sur les politiques culturelles.

Industries culturelles

Le Conference Board du Canada estime qu'en 2007, le secteur des arts et de la culture a eu des retombées économiques directes se chiffrant à 46 milliards de dollars, soit 3,8 % du PNB réel du Canada. Selon les données de SC en matière de culture et d'emploi global, le secteur des arts et de la culture employait directement quelque 633 200 personnes en 2009, ce qui représente 3,75 % des emplois au pays.

Enjeux, défis et obstacles/contraintes en matière de recherche et de sources de données

La culture joue un rôle important dans l'économie du Canada. Le secteur culturel canadien comprend une variété d'industries diverses, comme la radiodiffusion, le film et la vidéo, la musique, les livres, les périodiques et les médias numériques interactifs. Parmi les travailleurs du domaine de la culture, notons les artistes, les auteurs, les interprètes, les musiciens et les éditeurs.

Le gouvernement encourage la créativité et soutient la création de contenu canadien, ce qui aide à renforcer l'identité et les valeurs canadiennes au sein des secteurs culturels. Les politiques et les programmes culturels favorisent l'épanouissement de villes dynamiques qui attirent le talent et l'investissement, et nous permettent de faire concurrence sur la scène internationale. Au cours de la dernière décennie, le milieu des arts et de la culture a connu une transformation radicale. La prolifération d'appareils

numériques portatifs sans fil de plus en plus polyvalents et l'avènement de technologies numériques interactives sur Internet ont fondamentalement changé la façon dont les Canadiens créent le contenu culturel, y accèdent et en font l'expérience. Le contenu canadien et étranger est maintenant disponible à partir d'une multitude de sources et sur nombre de plateformes, ce qui fragmente le public. Par conséquent, les modèles d'affaires sont transformés, les marchés intérieurs et internationaux sont modifiés et la législation actuelle sur le droit d'auteur est remise en cause. De nouveaux défis et de nouvelles occasions émergent en ce qui concerne l'accès et le partage du contenu canadien. Bien que de nombreuses politiques du Ministère visent certains aspects particuliers du domaine des arts et de la culture, certaines concernent l'ensemble des modes de création et d'accès. Les deux politiques principales qui s'appliquent à tous les modes sont liées au droit d'auteur et à l'investissement étranger dans le secteur culturel.

En collaboration avec Industrie Canada, le Ministère est responsable de l'élaboration des politiques en matière de droit d'auteur. Par l'entremise de la Direction générale de la politique du droit d'auteur, il effectue de la recherche et de l'analyse qui visent à appuyer un cadre de politique en matière de droit d'auteur qui est prospectif et souple, et qui constitue la pierre angulaire de la politique culturelle dans l'environnement numérique.

En 2009-2010, le Ministère jugeait important de poursuivre la conception d'outils permettant de déterminer la contribution du secteur culturel au produit intérieur brut du Canada, et de prévoir les répercussions de la récession économique sur les industries culturelles canadiennes. Les projets de recherche menés en 2009-2010, tentent de répondre à ces différents enjeux. Voici une courte description de ces projets :

- Le projet sur les attributions en édition, une étude qui a évalué la corrélation entre le financement consenti dans le cadre du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition et les résultats visés, et qui a montré qu'il y avait une corrélation positive concrète entre, d'une part, le financement de l'industrie de l'édition et, d'autre part, la production d'œuvres et la durabilité de l'industrie de l'édition;
- le projet sur les répercussions de la conjoncture économique sur le secteur des arts et de la culture visait à cerner ces répercussions et la façon dont ce secteur s'adapterait à la reprise. Les résultats ont montré que les différentes industries étaient touchées à différents points de leur chaîne de valeur et à des intensités différentes. Dans la plupart des cas, la production a été plus touchée négativement que la consommation. De plus, les canaux de distribution ont poursuivi leur transformation étant donné que les créateurs cherchent de nouvelles méthodes de diffusion pour leurs produits;
- le flux des droits dans les réseaux de valeur des industries canadiennes du droit d'auteur était un projet qui s'appuyait sur des recherches préalablement commandées par le Ministère pour décrire ce flux. Un examen du rôle du droit d'auteur comme élément des réseaux de valeur numériques et autres dans les industries culturelles a notamment été effectué. Le projet s'inspirait de l'étude décrivant l'incidence économique des industries

canadiennes du droit d'auteur; analyse sectorielle commandée par la Direction générale de la politique du droit d'auteur en 2008-2009.

Besoins en recherche à Patrimoine canadien?

En 2010-2011, les projets de recherche porteront sur divers thèmes. Ils renseigneront le Ministère sur l'évolution des industries culturelles et l'aideront à favoriser le dynamisme dans ce secteur.

Parmi les principaux projets, citons :

- le projet sur les tendances en matière de consommation de médias et accès au contenu, qui examinera des données portant sur les 10 dernières années dans l'optique de cerner l'évolution des tendances en matière de consommation des médias, ainsi que les variations quant au nombre de sources de contenu, notamment locales (heures consacrées à chaque média et accès au contenu);
- le projet sur les modèles d'affaires dans le secteur de la radiodiffusion, qui examinera les modèles existants pour chaque segment de marché du secteur de la radiodiffusion, les tendances propres à chaque industrie et les enjeux qui touchent le secteur de la radiodiffusion dans son ensemble, y compris la création d'importants groupes de propriétés et la modification de la réglementation. Ce projet étudie également l'incidence de la récession et de la baisse connexe des recettes publicitaires sur le secteur de la radiodiffusion;
- le projet sur la comparaison internationale des programmes de soutien des industries culturelles, qui se traduira par des travaux de recherche exploratoires visant les programmes de soutien des industries culturelles dans d'autres pays, notamment l'Australie, la France et la Nouvelle Zélande dans un premier temps. Le but du projet est de comparer les programmes de soutien de différents pays afin d'en dégager des leçons et des pratiques exemplaires pour guider la conception de nos propres programmes de soutien direct;
- le projet d'analyse nationale et internationale du contexte du droit d'auteur, qui passera en entrevue les changements apportés au droit d'auteur et aux industries du droit d'auteur afin de définir et d'analyser les tendances et les questions actuelles et émergentes pour veiller à ce que le cadre de politiques sur le droit d'auteur favorise la concurrence et l'innovation dans l'économie numérique;
- le projet sur la créativité et l'innovation au Royaume-Uni, qui se penchera sur la relation entre les deux, surtout dans le contexte britannique, et mettra l'accent sur des exemples du « domaine créatif » (recherche sur les industries créatives, les arts et les sciences sociales, etc.). Le principal objectif est de clarifier la relation entre la créativité et l'innovation pour ensuite être en mesure d'établir des pratiques exemplaires qui permettront de favoriser l'innovation;

- le projet de recherche sur l'économie numérique, qui étudiera l'utilisation des technologies numériques dans les industries culturelles. Les projets de recherche dans ce domaine comprennent une enquête sur la situation du contenu audiovisuel sur les plateformes en ligne et mobiles au Canada ainsi que des travaux sur la façon dont les industries culturelles utilisent les médias sociaux à des fins de marketing ou autres.

Préoccupations en matière de recherche dans ce domaine

Le Ministère poursuit sa collaboration avec des partenaires internes et avec SC pour la deuxième phase du compte satellite de la culture, qui mesurera les retombées économiques du secteur des arts et de la culture. De nouvelles données commerciales sur les importations et les exportations de biens et de services culturels seront également publiées. Les travaux de recherche futurs porteront sur les enjeux liés à l'utilisation des technologies numériques, et sur la comparaison des instruments liés au droit d'auteur et des programmes de soutien offerts aux industries culturelles dans d'autres pays. Cette recherche fournira de l'information détaillée sur les industries culturelles et sur leurs activités, information qui sera utilisée pour la conception des politiques et le renouvellement des programmes.

Patrimoine

Enjeux, défis et obstacles/contraintes en matière de recherche et de sources de données

Les Canadiens apprécient leurs institutions patrimoniales. En effet, 83 % d'entre eux croient qu'elles contribuent à la qualité de vie de leurs communautés et à une meilleure compréhension de leur histoire⁴. Malgré ce fait, les institutions patrimoniales reconnaissent qu'elles sont en concurrence pour ce qui est du temps libre des consommateurs et de l'argent qu'ils consacrent au divertissement. Elles tentent d'attirer un plus grand public au moyen de collections, d'expositions sur le site et hors site et de programmation en ligne.

Le gouvernement du Canada assume une responsabilité particulière à l'égard des musées nationaux et des collections nationales qu'il préserve pour le compte de tous les Canadiens. Le gouvernement reconnaît également que les centaines d'autres musées à l'échelle du Canada jouent un rôle utile en préservant notre patrimoine et en offrant des possibilités de découvrir l'histoire et la culture propres au Canada. Comme les musées sont des éléments essentiels au tourisme, ils jouent également un rôle important en contribuant à satisfaire les attentes et les besoins de toutes les régions en matière de développement. La recherche sur le patrimoine s'articule autour des tendances du secteur, de la gestion de programmes et de l'élaboration de solutions pratiques visant à aider les institutions à préserver et à présenter leurs collections.

⁴ Phoenix SPI, Les arts et le patrimoine au Canada : enquête sur l'accessibilité et la disponibilité (octobre 2007).

Les musées fonctionnent dans un contexte fiscal très restreint et avec des budgets de fonctionnement précaires. Si les collectivités ne peuvent pas soutenir leurs musées, l'habileté du Canada de préserver son histoire et son patrimoine, ainsi que de permettre aux Canadiens d'accéder à leur patrimoine en sera affectée. Les activités patrimoniales du Ministère favorisent la participation des citoyens à l'histoire et aux communautés du Canada en leur donnant accès à divers produits et à diverses expériences patrimoniales de qualité, et en conservant les collections du patrimoine. En 2009-2010, les activités de recherche ont permis au *Réseau canadien d'information sur le patrimoine* (RCIP) d'évaluer l'efficacité des technologies mobiles pour les musées et d'enquêter sur les applications de la technologie de gestion des droits numériques. De son côté, l'*Institut canadien de conservation* (ICC) a poursuivi ses recherches relatives à la détection des pesticides dans les collections et à la création d'un outil pour prédire la décoloration de colorants, et a publié les résultats d'une variété d'études scientifiques.

Les recherches réalisées en 2009-2010 comprennent aussi l'Enquête sur les musées publics et les galeries d'art (pour l'année de référence 2007-2008), effectuée par *Le Monde des affaires pour les arts*. L'enquête a permis de réunir des données sur environ 110 musées publics et galeries d'art, avec une solide représentation de grandes institutions⁵. L'enquête donne un aperçu opportun du travail effectué dans les institutions patrimoniales à l'échelle du Canada, et fournit des données plus détaillées que celles contenues dans l'Enquête sur les industries de services – Établissements du patrimoine, menée par Statistiques Canada.

En 2009-2010, des travaux de recherche et de développement ont été effectués relativement au *Modèle d'impact économique pour les arts et le patrimoine* (MIEAP). L'application Web permet aux institutions patrimoniales et aux organismes artistiques de calculer l'impact direct (valeur ajoutée pour le PIB) et indirect de leurs activités. En outre, les travaux liés à cette initiative ont créé des occasions de partenariat avec le Conseil canadien des parcs et Parcs Canada pour permettre au Conseil de déterminer l'impact économique des parcs nationaux, provinciaux et territoriaux du Canada. De plus, le MIEAP a grandement aidé les responsables de l'*Initiative fédérale-provinciale et territoriale sur le rapport culture/patrimoine et tourisme* (ITFPT) à entreprendre des évaluations de l'impact économique du tourisme et des analyses de rentrées économiques. Celles-ci avaient pour but de stimuler l'appui des communautés au tourisme et d'accroître la collaboration entre les intervenants du milieu de la culture et du tourisme.

Besoins en recherche à Patrimoine canadien

En 2010-2011, la recherche s'articulera autour des éléments suivants : les statistiques et les tendances nationales dans le secteur des musées, la situation économique et la contribution des musées, l'examen de la Nomenclature des biens culturels canadiens à exportation contrôlée, la conservation du matériel patrimonial

⁵ Le Monde des affaires pour les arts, Enquête annuelle sur les musées publics et les galeries d'art de 2007-2008, (<http://www.businessforthearts.org>)

culturel et l'utilisation de technologies numériques pour permettre aux musées du Canada d'établir des liens entre eux et avec leur public.

Les principales questions à explorer et les projets de recherche à mener comprennent :

- L'enquête sur les musées publics et les galeries d'art, effectuée chaque année par *Le Monde des affaires pour les arts*, fournit de l'information institutionnelle détaillée et opportune sur un échantillon des principaux musées publics et galeries d'art du Canada. La Direction générale du patrimoine se sert de ces renseignements pour faire le suivi de la santé et de la croissance du secteur;
- L'examen de la Nomenclature des biens culturels canadiens à exportation contrôlée. Cette liste détermine quels biens culturels requièrent une licence d'exportation de biens culturels, selon l'âge de l'objet et sa juste valeur marchande. L'examen est effectué en fonction des recommandations de l'évaluation sommative de 2009;
- Les scientifiques en conservation et les restaurateurs de l'ICC effectuent de la recherche appliquée et mènent des activités liées à la préservation et à la conservation des collections patrimoniales au Canada. L'ICC entreprendra des activités de recherche sur les techniques et le matériel utilisés par les artistes canadiens. Il effectuera aussi de la recherche sur les effets des vapeurs de carbonyle sur le papier et le matériel connexe, et sur l'élaboration d'un modèle d'évaluation des risques pour les incendies dans les musées canadiens;
- Le RCIP mènera des enquêtes en ligne sur les utilisateurs du site Échanges professionnels, ainsi que sur les quelque 1 400 institutions qui sont membres de son réseau. De plus, le RCIP effectuera de la recherche sur l'architecture de l'information patrimoniale et les archives numériques, les objets intelligents et sur certaines questions juridiques liées à la création de produits Web.

Préoccupations en matière de recherche dans ce domaine

La recherche nous aide à mieux comprendre les répercussions et l'efficacité des programmes. À moyen terme (2010-2011 et au-delà), il sera important que le Ministère puisse extraire des données de différentes enquêtes de Statistiques Canada, entre autres : l'Enquête annuelle sur les industries de services – Établissements du patrimoine; l'Enquête sociale générale - l'emploi du temps de (ESG); ECDBP. Un des objectifs à atteindre est aussi d'établir un partenariat avec les Affaires culturelles pour mettre à jour l'étude de 2007 « Les arts et le patrimoine au Canada : sondage sur l'accès et la disponibilité », et ce, possiblement en 2011-2012. Un élément essentiel à long terme consiste en un projet pilote visant la création d'un CSC qui servira éventuellement à mesurer l'impact économique de la culture sur l'économie canadienne.